

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Nº 2025_06

**PRESTATION DE SERVICE AYANT POUR BUT LA PROTECTION
INCENDIE DES PERSONNES ET DES BIENS, L'ACCUEIL DU PUBLIC ET
LA GESTION DU STANDARD AU PROFIT DE L'INSTITUTION
NATIONALE DES INVALIDES**

Accord-cadre mono-attributaire

Marché public passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1, R.2161- 2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

Destination	Logistique médicale
Code rubrique	APAI
Code CPV principal	75 250 000-3 (service d'incendie et de secours)

Les candidatures et les offres sont à remettre avant la date et l'heure limites suivantes :

Lundi 23 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	3
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	3
1.2 OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
2.2 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.3 LANGUE	5
2.4 VARIANTES	5
2.5 OPTIONS AU SENS DU DROIT COMMUNAUTAIRE (DIRECTIVE 2014/24/UE)	5
2.6 GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	5
2.7 RENSEIGNEMENTS, MODIFICATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIFS AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
3.1 ALLOTISSEMENT.....	6
3.2 PRIX DU MARCHÉ PUBLIC	6
3.3 DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
3.4 SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 4 MODALITES D'OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
4.1 MODALITES D'OBTENTION DU DCE	7
4.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
ARTICLE 5 REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS	8
5.1 CONSTITUTION ET MODALITES DE PRESENTATION DES PLIS.....	8
5.2 DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS.....	8
5.3 CONTENU DES PLIS	8
5.3.1 <i>Pièces relatives à la candidature</i>	8
5.3.2 <i>Pièces relatives à l'offre</i>	10
ARTICLE 6 MODALITES DE REPONSE PAR VOIE DEMATERIALISEE	11
6.1 DEMATERIALISATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	11
6.2 PREREQUIS TECHNIQUES	11
6.3 TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
ARTICLE 7 JUGEMENT CANDIDATURE ET DES OFFRES.....	13
7.1 JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	13
7.2 JUGEMENT DES OFFRES	13
7.2.1 <i>Conditions de régularité des offres</i>	13
7.2.2 <i>Critères de jugement des offres</i>	14
7.2.3 <i>Régularisation des offres</i>	15
ARTICLE 8 PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU.....	15
ARTICLE 9 DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
9.1 VISITE DE SITE.....	17
9.2 REMISE D'ECHANTILLON(S)	18

ARTICLE 1 DESCRIPTION DU MARCHÉ

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Le présent accord-cadre est passé au bénéfice de l'Institution nationale des Invalides (INI), établissement public à caractère administratif – SIREN N° 180 007 023 - APE N° 8610Z - N° de TVA intracommunautaire FR62 180 007 023 –, dont le siège social est Institution nationale des Invalides - 6, boulevard des Invalides – CS 70807 - 75700 Paris cedex 07 – France.

Cette institution est représentée par le médecin général inspecteur Sylvain AUSSET, directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024, ci-après désigné « la personne représentant le pouvoir adjudicateur ».

1.2 Objet du marché

Les prestations constituent un marché global.

Le présent marché public a pour objet des prestations de service ayant pour but la protection incendie des personnes et des biens, l'accueil du public et la gestion du standard au profit de l'Institution nationale des invalides.

L'hôpital étant classé en "établissement recevant du public", les prestations de protection doivent respecter les prescriptions fixées par la réglementation en la matière.

Etendue de la prestation :

Les prestations effectuées par l'équipe d'agents de sécurité consistent à intervenir conformément à l'article 1.2 « Étendue des prestations » du CCTP.

ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles R.2124-1, R.2161-2 à R.2161-5, R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent dossier obéit au cahier des clauses particulières n°2025_06.

Les dispositions applicables sont celles en vigueur à la date de publication du marché, notamment le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 instituant le Code de la commande publique, consultable sur le site <https://www.legifrance.gouv.fr>.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est celui relatif aux **marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)**, approuvé par l'arrêté du **30 mars 2021**. Sauf dérogation précisée dans le CCAP n°2025_06, ce CCAG s'applique intégralement.

Conformément aux dispositions en vigueur, l'intégralité de la procédure est dématérialisée via la plateforme **PLACE** (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), mise à disposition par l'Institution nationale des Invalides.

Les opérateurs économiques peuvent :

- Télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE),
- Consulter les questions/réponses, modifications et documents complémentaires,
- Transmettre leur **offre électronique** dans les conditions définies à l'article 5 du présent règlement.

Ils veilleront à ce que les courriels émis par la plateforme, notamment depuis l'adresse **nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr**, ne soient pas redirigés vers les courriers indésirables.

Un guide utilisateur est accessible directement sur la plateforme afin de faciliter la prise en main de l'outil. Les soumissionnaires sont invités à consulter les conditions générales d'utilisation et les prérequis techniques avant le dépôt de leur offre.

Les candidats sont invités à remettre une candidature et une offre, dans les conditions définies aux articles 5.3.1.a, 5.3.1.b et 5.3.2 du présent règlement de consultation, au plus tard à la date et à l'heure limites figurant en page de garde.

Le pouvoir adjudicateur analysera les offres dans le respect des critères d'attribution énoncés à l'article **7.2**. Le marché sera attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note globale, sur la base du barème précisé dans le présent

règlement.

Le candidat classé en première position devra fournir, dans les délais fixés, l'ensemble des documents justificatifs mentionnés à l'article 8. À défaut, son offre sera rejetée, et le pouvoir adjudicateur pourra solliciter les pièces requises auprès du candidat suivant, dans l'ordre de classement.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de ne pas donner suite à la présente procédure, notamment pour des motifs d'intérêt général. Dans cette hypothèse, l'ensemble des candidats en sera informé.

2.2 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des plis indiquée en page de garde du présent règlement.

2.3 Langue

L'ensemble des documents fournis au titre de la présente procédure doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

2.4 Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

2.5 Visite

La **visite** sur site est **obligatoire**.

Pour convenir d'un jour de visite, les candidats doivent prendre rendez-vous auprès du Chef du département de Sécurité-Prévention et de Développement Durable (DS2P), par téléphone au 06 22 29 71 33 ou au 01 40 63 23 97, et lui transmettre les documents demandés dans les délais précisés ci-dessous à l'adresse qui vous sera communiquée.

Accès à l'Institution nationale des Invalides.	Délai minimum de transmission des pièces Avant la date de visite convenue.	Documents à transmettre.
A pieds	48 heures (2 jours)	1 copie recto/verso de la carte nationale d'identité (CNI)
En véhicule	72 heures (3 jours)	1 copie recto/verso de la carte nationale d'identité (CNI) pour chaque personne, 1 copie de la carte grise du véhicule 1 copie de l'attestation d'assurance du véhicule.

A l'issue de cette visite, les candidats reçoivent une attestation de visite. Les candidats doivent joindre cette attestation dans leur réponse à la consultation.

Les plans de l'Institut nationale des Invalides seront remis aux candidats lors de la visite du site.

L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera considérée comme irrégulière et éliminée.

2.6 Options au sens du droit communautaire (Directive 2014/24/UE)

L'accord-cadre susceptible d'être modifié par voie d'acte modificatif.

2.7 Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou

d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Toutefois, dans le cas d'un groupement d'entreprises conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Un opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché. De plus, les candidats ne peuvent pas présenter pour l'accord-cadre, plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire, ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

L'acte d'engagement devra être signé soit par le mandataire habilité à représenter les membres du groupement, soit par l'ensemble des membres du groupement. Il indiquera le montant et la répartition détaillés des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.8 Renseignements, modifications et communications relatifs au dossier de consultation

Conformément aux principes de la commande publique relative à l'égalité de traitement entre les candidats, les candidats doivent poser toutes leurs questions techniques ou renseignements spécifiques à la consultation, par écrit, via la plate-forme des achats de l'Etat.

ARTICLE 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

3.1 Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie.

Conformément à l'article **L2113-10** du Code de la commande publique, le choix de ne pas allotir se justifie par la nécessité de garantir la cohérence des prestations et la bonne exécution du marché.

La nature des besoins implique une coordination étroite et continue entre les différentes prestations, ne permettant pas une séparation en lots sans en affecter l'efficacité ou la lisibilité technique et financière.

3.2 Prix du marché public

Ce marché est conclu en application des articles R2112-6 et R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à prix mixte, comprenant :

- À prix global et forfaitaire pour les prestations relevant du poste 1, telles que définies à l'article 1.3 CCAP ;
- À prix unitaires, pour les prestations du poste 2, exécutées par bons de commande, sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU) – Annexe 2 à l'acte d'engagement (ATTRI1).

3.3 Montant du marché

Le montant maximal du marché est celui indiqué à l'article B2 de l'Acte d'Engagement. Il constitue la limite des engagements financiers de l'acheteur pour la durée du marché, toutes prestations et taxes

comprises.

3.4 Durée de l'accord-cadre

La durée d'exécution du marché public est estimée à 48 mois maximum à compter de la date de notification du marché.

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Le marché sera reconduit tacitement, au 1er janvier de chaque année.

- ✓ 1re période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+1 ;
- ✓ 2ème période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+2 ;
- ✓ 3ème période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+3 ;
- ✓ 4ème période de reconduction : 1er janvier N+4 au jour précédant la date anniversaire de la notification du marché. Toutefois, le marché pourra être prolongé jusqu'à la fin de l'exécution du marché de service.

La non reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché avant le 31 décembre de l'année en cours.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction

3.5 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-3 du code de la commande publique du 1er avril 2019, le titulaire du présent accord-cadre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, demandés dans les conditions de l'article R2193-1 et suivants du code précité.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de l'exécution des prestations. Si la demande de sous-traitance intervient au moment de la remise de l'offre, l'opérateur économique fournit une annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation du sous-traitant, dûment complétée, datée et signée par le sous-traitant et lui-même, au moyen du formulaire "Déclaration de sous-traitance (DC4)" fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

S'il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre à l'opérateur économique, son (ou ses) sous-traitant(s) déclaré(s) devront remettre les pièces visées à l'article 8 du présent règlement de la consultation.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 MODALITES D'OBTENTION ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 Modalités d'obtention du DCE

Le DCE peut être consulté et téléchargé sur le profil d'acheteur de l'Institution nationale des Invalides sur la plate-forme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'identification n'est pas obligatoire pour procéder au téléchargement du DCE sur la plate-forme : les candidats peuvent soit remplir préalablement un formulaire en indiquant leurs coordonnées, soit télécharger anonymement le DCE. Toutefois, les candidats sont informés qu'en cas de téléchargement anonyme du DCE et/ou de mentions erronées dans le formulaire d'identification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs/compléments du dossier, échange de questions/réponses, etc.) et en assument l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

Il peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des plis figurant en page 1 du présent document.

4.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation mis à disposition des candidats comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) et ses annexes financières :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) – Annexe 1,
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) – Annexe 2,
 - Le détail quantitatif estimatif (DQE), remis à titre indicatif ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° 2025_06) et ses quatre annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP n° 2025_06) ;
- Le cadre de mémoire technique, à compléter par le candidat ;
- La lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1) ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) ;
- La déclaration de sous-traitance éventuelle (formulaire DC4) ;
- Le questionnaire RGPD, relatif à la protection des données personnelles.

ARTICLE 5 REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS

5.1 Constitution et modalités de présentation des plis

L'opérateur économique transmet son dossier via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Le candidat doit remettre sa réponse par voie électronique, sur le profil d'acheteur de l'Institution nationale des Invalides, accessible à l'adresse internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Dans ce cas, l'opérateur économique est invité à prendre connaissance de l'ensemble des informations figurant à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

5.2 Date limite de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été enregistrés au plus tard à la date et heure limites de réception des plis mentionnées dans l'avis d'appel à la concurrence, et rappelées en page de garde du présent document.

Les plis dématérialisés parvenus hors délai sont effacés des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lus.

5.3 Contenu des plis

Les plis sont présentés sous la forme d'un dossier électronique unique comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre détaillés ci-après.

5.3.1 Pièces relatives à la candidature

Les opérateurs économiques fournissent les pièces relatives à la candidature en choisissant entre l'une des deux modalités de présentation des candidatures indiquées ci-dessous :

- **Modalité n°1** : fourniture des renseignements et documents indiqués à l'article 5.3.1.a du présent règlement de la consultation, en application de l'article R.2143-3 et suivants du code susmentionné.

- **Modalité n°2** : fourniture d'un document unique de marché européen (DUME), dans les conditions prévues à l'article 5.3.1.b du présent règlement de la consultation, en application de l'article R.2143-4 du code susmentionné.

5.3.1.a – Modalités de présentation des candidatures n° 1

A l'appui de sa candidature, l'opérateur économique doit obligatoirement produire les éléments suivants :

- 1) une lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants complétés par une personne habilitée à engager la société (imprimé DC 1 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, ou contenu identique sur papier libre) ;

- 2) le (ou les) document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager l'opérateur économique:

KBIS ou statuts de la société ainsi qu'une délégation de pouvoir si le signataire n'y apparaît pas ;

3) une déclaration de l'opérateur économique complétée (imprimé DC2 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou contenu identique sur papier libre) et comportant les informations suivantes ou accompagné des documents suivants :

4) une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

5) une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

6) une liste des principales des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

7) une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

8) des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États ;

9) l'agrément préfectoral d'autorisation d'exercer (et tout autre norme ou agrément détenu).

L'opérateur économique peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, il remplit le cadre G du DC2 et produit les documents susvisés concernant cet (ou ces) opérateur(s) économique(s). En outre, pour justifier qu'il dispose de ces capacités pour l'exécution de l'accord-cadre, l'opérateur économique produit un engagement écrit de l'opérateur économique concerné.

5.3.1.b – Modalités de présentation des candidatures n° 2

En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise les candidats qui le souhaitent à fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents demandés à l'article 5.3.1.a du présent règlement de la consultation.

Ce document doit être complété dans son intégralité car le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations objet du marché. La preuve de cette aptitude et de ces capacités requises doit être impérativement apportée.

En cas de candidat unique recourant aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il convient de fournir à la fois le DUME du candidat et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il convient de fournir un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V pour chacun des opérateurs économiques « participants ».

La remise d'un DUME sous format électronique est acceptée. Le DUME doit être intégralement rédigé en français.

5.3.2 Pièces relatives à l'offre

Les pièces relatives à l'offre sont les suivantes.

A / L'acte d'engagement (ATTR11) non modifié et les annexes financières afférentes dûment complété, daté et signé

par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société, et accompagné du cachet commercial.

Le candidat devra obligatoirement renseigner l'acte d'engagement joint au présent DCE.

Nota bene : dans l'hypothèse où l'acte d'engagement (ATTRI1) est signé électroniquement, il doit l'être impérativement au format PDF, afin que le pouvoir adjudicateur soit en mesure d'y apposer sa signature électronique

B / Le candidat devra également obligatoirement renseigner l'annexes 1 (la DPGF) et l'annexe 2 (le BPU) à l'acte d'engagement.

C/ Le devis quantitatif estimatif (DQE), transmis en l'annexe 3 de l'acte d'engagement.

D/ le cadre de mémoire technique,

Le mémoire technique doit comprendre les informations nécessaires à la réalisation des prestations forfaitaires et à bon de commande.

Le candidat devra rédiger son mémoire technique en suivant l'ordre des sous-critères techniques exposés dans « le cadre de mémoire technique ».

Le mémoire technique ne devra pas dépasser **15 pages (une feuille recto/verso = deux pages)** (dimension préconisée 21 x 29,7 police Arial 10).

Il est à noter que les pages allant au-delà du nombre de pages imposé ne sont pas prises en compte au titre de l'analyse technique des offres.

E / Un relevé d'identité bancaire.

F/ Attestation de la visite obligatoire du site.

Ces documents annexes seront transmis qu'une seule fois, ils seront soit annexés au cadre technique en notant la référence de la partie et de la ligne du tableau concernées, soit annexés au mémoire technique et référencés dans l'article du mémoire technique correspondant.

Important :

Les annexes listées ci-dessus sont à remettre en version électronique exploitable sur clé USB, sous format EXCEL, WORD ou équivalent.

Les pièces A à F sont obligatoires.

Le cas échéant, la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), dûment complétée, datée et signée, mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

ARTICLE 6 MODALITES DE REPONSE PAR VOIE DEMATERIALISEE

6.1 Dématérialisation des documents de la consultation par le pouvoir adjudicateur

Toute personne intéressée dispose d'un accès libre, direct et complet au dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, à l'adresse suivantes : **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

L'identification n'est pas obligatoire pour procéder au téléchargement du DCE sur la plate-forme : les candidats peuvent soit remplir préalablement un formulaire en indiquant leurs coordonnées, soit télécharger anonymement le DCE. Toutefois, **en cas de téléchargement anonyme du DCE et/ou de mentions erronées dans le formulaire**

d'identification, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs/compléments du dossier échanges de questions/réponses, etc.) et en assument l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

6.2 Prérequis techniques

L'utilisation de la plate-forme nécessite de disposer d'un environnement informatique compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux.

Ainsi, des prérequis techniques relatifs notamment à la connectique générale et la configuration réseau, à la configuration et au dimensionnement du poste de travail, aux systèmes d'exploitation et aux navigateurs supportés, au format des certificats numériques, à la version de l'environnement Java est à respecter. Ils sont détaillés en pied de page de chaque écran.

6.3 Transmission électronique des candidatures et des offres

Les candidats ont la possibilité de déposer leur candidature et leur offre en ligne par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission d'une réponse par voie électronique nécessite de s'être préalablement identifié et d'avoir accepté les conditions générales d'utilisation de la plate-forme susmentionnée.

Les réponses remises par voie électronique doivent contenir la totalité des pièces mentionnées dans le présent règlement de la consultation. L'acte d'engagement est déposé dans un espace de réponse dédié. La présentation des autres pièces de candidature et d'offre doit impérativement se faire dans un dossier au format « .zip ». A défaut, les documents ne pourront être lus. En cas de consultation allotie, ce processus s'opère lot par lot.

Le pouvoir adjudicateur recommande aux candidats de recourir aux extensions suivantes pour les fichiers qui composent chaque dossier : .doc, .docx, .rtf, .odt, .ppt, .htm, .xls, .xlsx, .pdf, .jpeg, .gif, .dwg, .dgn. Les candidats recourant à un format autre devront mettre à la disposition de la personne publique les moyens de lire les documents en question. L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents transmis au format .exe ne seront pas acceptés dans le cadre de la présente consultation.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. **Le dépôt des plis transmis par voie électronique doit être effectué dans le respect des date et heure limites de remise des plis fixée en page de garde du présent document, sous peine d'être considéré comme hors-délai.** L'attention des entreprises est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques, en particulier si ceux-ci sont volumineux : **c'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui fait foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.** A titre d'information, pour une bande passante effective de 128 kbps, une minute environ est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo. De plus, un fichier chiffré fait environ 1,5 fois sa taille d'origine. Les entreprises sont donc invitées à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées

Il est également recommandé de limiter la taille de chaque enveloppe de réponse (dossier « .zip ») afin de limiter les risques d'échec de transmission du fait du dimensionnement du poste de travail de l'utilisateur (espace mémoire insuffisant) ou de son environnement réseau (risque de déconnexion). Le temps d'appropriation de la plate-forme ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

Si la réponse à la consultation est présentée par un groupement d'opérateurs économiques (article R.2142-19 et suivants du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019), il incombe au mandataire du groupement d'assurer la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Détection d'un programme informatique malveillant

Dans le cadre de la présente consultation et lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant

serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet, de sa part, d'une tentative de réparation. Il en ira de même des copies de sauvegarde transmises par le candidat, le cas échéant, sur support physique électronique.

Toutefois, pour un document électronique relatif à une candidature, le pouvoir adjudicateur pourra décider de faire application de l'article R.2144-1 et suivants du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 et demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document, qui devra être transmis au pouvoir adjudicateur selon des modalités identiques à celles initialement retenues par le candidat.

En revanche, s'il s'avère qu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans l'ensemble des documents de candidature qui lui sont transmis, il ne sera pas fait application de l'article R.2144-2 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 susmentionné et la candidature concernée sera rejetée, sous réserve des développements ci-dessous relatifs à la copie de sauvegarde.

Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier doit faire parvenir cette copie dans le respect des date et heure limites de remise des plis indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant outre l'intitulé de la consultation,

« AOO – 2025 06 00 751 75 00 00 –

Prestations de service ayant pour but la protection incendie des personnes et des biens, l'accueil du public et la gestion du standard au profit de l'Institution nationale des invalides.
Ne pas ouvrir – COPIE DE SAUVEGARDE. »

et le nom ou la dénomination du candidat.

La mention lisible de « COPIE DE SAUVEGARDE » et « NE PAS OUVRIR » doivent apparaître sur l'enveloppe extérieure et transmis par courrier ou par porteur selon les modalités suivantes :

- Soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, soit par remise de pli contre récépissé, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 16h, à l'adresse suivante :

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES
Service de Marchés
6, boulevard des Invalides
CS 70807

Cependant, et conformément au II de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 constituant l'annexe 6 du code de la commande publique et fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (NOR : ECOM1831545 A), lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres, la copie de sauvegarde est ouverte.

ARTICLE 7 JUGEMENT CANDIDATURE ET DES OFFRES

7.1 Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que certaines réponses ne contiennent pas l'ensemble des renseignements et pièces relatifs à la candidature, il pourra demander, à l'ensemble des candidats, de compléter leurs dossiers sous dix (10) jours au maximum ou dans un délai approprié.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions de l'alinéa précédent sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées dans l'avis d'appel à la concurrence, et le présent règlement de la consultation.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché public.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les candidats ~~qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article R 2143-3 du code de la~~

commande publique du 1^{er} avril 2019, qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières pour exécuter les prestations concernées.

7.2 Jugement des offres

7.2.1. Conditions de régularité des offres

Pour être régulières les offres doivent contenir l'ensemble de pièces listées à l'article 5.3.2 « pièces relatives à l'offre ».

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de régulariser les offres dans le cadre des négociations. A défaut, l'offre du soumissionnaire sera déclarée irrégulière conformément à l'article L2152-2 du code de la commande publique. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de régulariser les offres dans les conditions énoncées à l'article 7.2.3 du présent règlement de la consultation.

7.2.2. Critères de jugement des offres

Les critères seront appliqués aux offres qui ne sont pas irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché public au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché public.

Si à l'issue du classement final la note globale attribuée à plusieurs offres est égale, le pouvoir adjudicateur se basera sur la note affectée au jugement du critère financier pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les offres recevables seront notées sur 100 points répartis de la façon suivante :

- Critère financier : 55 points répartis en deux sous-critères financiers.
- Critère technique : 45 points répartis en trois sous-critères techniques.

Critère n°1 : jugement financier (noté sur 55 points)

Chaque candidat se verra attribuer une note financière (NF) sur 55 points.

Le candidat ayant obtenu la somme la plus basse du montant forfaitaire sur quatre ans (NF1) et du montant du devis quantitatif estimatif (DQE_ annexe 1 du présent document) sur quatre ans (NF2) **obtiendra la note financière maximale de 55 points sur 100 points.**

NF1 : montant forfaitaire en €HT sur 12 mois multiplié par les quatre (4) périodes maximales de l'accord-cadre, renseigné par le candidat au paragraphe B2 de l'acte d'engagement (ATTRI1).

NF2 : montant du DQE en €HT établi sur 12 mois multiplié par les quatre (4) périodes maximales de l'accord- cadre, renseigné par le candidat en annexe 1 du présent document).

La note financière NF pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$$NF = 55 \times \left[\frac{(\text{montant forfaitaire annuel} \times 4 + \text{montant du DQE annuel} \times 4) \text{ de l'offre la moins chère}}{(\text{montant forfaitaire annuel} \times 4 + \text{montant du DQE annuel} \times 4) \text{ de l'offre notée}} \right]$$

Critère n° 2 : jugement technique (noté sur 45 points)

Le critère technique sera apprécié à partir des informations figurant dans le mémoire technique et dans le cadre du mémoire technique remis avec l'offre du candidat.

SOUS-CRITERES TECHNIQUES	45 POINTS
1- Modalité de remplacement d'un agent défaillant	15 points
2- Organisation des opérations de contrôle de la prestation, réalisées par le personnel d'encadrement	10 points

3- Effectif et équipement de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation (en nombre d'agent)	20 points
---	------------------

Le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de points obtiendra la note maximale de 45 points sur 100 points.

La note technique NT pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$TF = 45 \times \left[\frac{\text{nombre de points obtenus par le candidat le mieux noté}}{\text{noté}} \right]$ (le nombre de points obtenus par le candidat noté)

Chaque candidat se verra attribuer 40 points, répartis de la manière suivante.

La note globale de l'offre du candidat correspond à la note obtenue par la somme de la note financière (NF) et de la note technique (NT).

Régularisation des offres

Conformément à l'article R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières sous un délai de dix (10) jours à compter de la date de demande à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Dans le cadre de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de demander aux opérateurs économiques de préciser ou de compléter la teneur de leur offre. Cette demande ne peut avoir pour effet de modifier les éléments substantiels de l'offre.

7.2.3. Traitement des erreurs, discordances et incohérences dans les offres

Le traitement des erreurs, incohérences ou discordances constatées dans les offres respecte les principes définis par le Code de la commande publique, notamment les articles **R2152-2** et **R2152-6**.

- **En cas de discordance entre l'Acte d'Engagement (AE) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**, le montant indiqué à l'AE fait foi. Le soumissionnaire sera invité à régulariser la DPGF pour la mettre en conformité. En cas de refus, l'offre pourra être éliminée comme incohérente.
- **En cas d'erreurs de calcul simples** (multiplication, addition ou report), l'acheteur pourra proposer une régularisation au soumissionnaire, sous réserve que celle-ci ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l'offre.
- **En cas de prix unitaires**, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) prévaut sur tout autre document (Détail Estimatif ou DQE). Le montant du DQE ou DE pourra être rectifié en conséquence.
- Toute **offre incohérente ou irrégulière non justifiée ou non régularisée dans le délai imparti** pourra être éliminée.

ARTICLE 8 PIÈCES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Les pièces énumérées au présent article qui n'auront pas été fournies par le candidat au stade des candidatures lui seront demandées s'il est envisagé de lui attribuer le marché public. Il devra les produire dans un délai imparti par l'administration.

En application de l'article R.2143-7 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, **si le candidat retenu à titre provisoire ne produit pas les certificats et attestations dans le délai fixé, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres.**

Les pièces à remettre par le(s) candidat(s) retenu(s) au titre du présent article sont :

1 - AU TITRE DES PIÈCES EXIGÉES AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL

- 1) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six mois (article D8222-5-1^{er}-a du code du travail) ;

2) Une attestation sur l'honneur, signée et datée par une personne ayant pouvoir d'engager le candidat retenu (nom et la qualité du signataire), de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D.8222-5-1°-b du code du travail) ;

3) l'une des pièces suivantes dans le cas où une immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée :

(I) un extrait de l'inscription au RCS (K ou K bis) délivré par les services du greffe du tribunal du commerce et datant de moins de 3 mois ou

(II) une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, ou

(III) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle comportant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou

(IV) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription).

Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM (pour les autoentrepreneurs) et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D.8222 -5-1°-b du code du travail).

Le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger remet les pièces mentionnées au cadre G du formulaire NOTI 1 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification-marches-2019>

Si le candidat retenu est un groupement d'opérateurs économiques, il convient de remettre les pièces susmentionnées pour chaque membre du groupement.

2 - AU TITRE DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Pour les opérateurs économiques établis en France :

Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites :

- 1) la liasse 3666 délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée.
- 2) Les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées et exigés du candidat en fonction de sa situation.

La liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance des attestations ou certificats figurent dans l'arrêté du 25 mai 2016 pris pour l'application de l'article R.2143-7 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (NOR : ECOM0200993A).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait KBIS.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créés après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou en extrait KBIS.

Pour les candidats établis ou domiciliés dans un État étranger :

Afin de satisfaire à l'obligation de produire les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, le candidat retenu établi ou domicilié dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Tous les documents et attestations à remettre par le candidat retenu sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Ces certificats et attestations sont ensuite à fournir par le titulaire tous les six (6) mois jusqu'à la fin du marché public. Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

3 SIGNATURE DES DOCUMENTS REMIS DANS L'OFFRE INITIALE PAR LE CANDIDAT RETENU

Le candidat retenu doit remettre dans le délai imparti :

- l'acte d'engagement identique à celui remis dans l'offre initial, signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des opérateur(s) économique(s) (en cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises) et les annexes financières afférentes (non signées).

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Le marché ne pourra être signé que si le candidat retenu a fourni tous les documents requis dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, tel qu'indiqué dans la lettre de notification d'attribution, conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Dans le cas contraire, l'offre sera rejetée et éliminée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus de site

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Préfecture de la région Ile de France 5, rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15. Téléphone : (+33) 1 82 52 42 72

9.2 Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : +33 144594400
Télécopie : +33 144594646
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr